

Amadou DIOP, Mouhamadou Mountaga DIALLO, Edmond SOUGUE, Stéphanie LIMA
Introduction : Espaces transfrontaliers, mobilités et politiques publiques, 3

Moïse CHABI
Villes et activités économiques des espaces frontaliers bénino-nigériens : secteur Kétou, Pobè et Ifangni, 9

Frank EBOGO
La gouvernance territoriale des espaces frontaliers en conjoncture post-conflit au Cameroun, 23

Jean-Daniel CESARO, Ibra TOURÉ, Issa GARBA,
De l'encadrement des mobilités transfrontalières au Sahel : la carte, la banque et les éleveurs, 37

Jean Marie MIOSSEC,
Note sur les confins tuniso-libyens : les contrôles d'une zone de transition 49

Moulay Abdelouahed OUFKIR, Jean-Marie MIOSSEC
Mutations derrière une frontière cadencée : changements économiques et territoriaux dans le Bassin du Guir (Sud-Est Marocain), 63

Moussa KONE
La migration « clandestine » à Daloa dans le Haut Sassandra - Côte d'Ivoire : facteurs, itinéraires et incidences 81

Mohamadou Mountaga DIALLO, Edmond SOUGUE
Frontières, migration et politiques publiques : Quels enjeux territoriaux au Niger ? 91

T

ERRITOIRES D'AFRIQUE



Université Cheikh Anta Diop de Dakar
Département de géographie - ATDDL



N° 11
Novembre 2019



ESPACES TRANSFRONTALIERS, MOBILITES ET POLITIQUES PUBLIQUES

Numéro coordonné par :
Amadou DIOP, Professeur titulaire
UCAD et UMR GREDD Montpellier

Mouhamadou Mountaga DIALLO,
Enseignant-chercheur UCAD, Chercheur
associé GREDD (Université Paul Valéry
Montpellier)

Edmond SOUGUE, Université de
Toulouse Jean Jaurès, LISST- CIEU,
chercheur associé au LM/MOVIDA

Stéphanie LIMA, Maîtresse de
conférences, INUC Albi-LISST Université
Toulouse 2 Jean Jaurès

Sous la direction de :

Amadou DIOP, Professeur titulaire, Département de Géographie (FLSH - UCAD) - Coordonateur GERAD
John O. IGUE, géographe, Directeur du Laboratoire d'Analyse Régionale et d'Expertise Sociale (LARES)

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

Amadou DIOP, Professeur Titulaire, Département de Géographie UCAD
John O. IGUE, Géographe, LARES

COMITE EDITORIAL :

Groupe d'Etude de Recherche et d'Appui au Développement (GERAD) Dakar ; Gouvernance Risque Environnement Développement (GRED) Montpellier, Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), Freddy Destrait, Administrateur SOS FAIM Belgique, **Pr. Amadou DIOP**, Département de Géographie UCAD-DAKAR/GERAD, **Pr. Jean Marie MIOSSEC**, Université Paul Valéry Montpellier III, UMR-GRED, **Pr Christel ALVERGNE**, Fonds d'Equipement des Nations Unis Dakar, **Dr. Gorgui CISS**, Université Cheikh Anta DIOP de Dakar, **Dr Fatou Maria DRAME**, Université Gaston Berger de Saint Louis, **Pr. Fabienne LELOUP**, FUcaM, Académie Universitaire Louvain, **Pr. John O. IGUE**, Directeur scientifique du laboratoire d'Analyse Régionale et d'Expertise Sociale (LARES) à Cotonou au Bénin, **Dr. Mame Arame SOUMARE**, Université Cheikh Anta DIOP de Dakar, **Pr. Raffaele CATTEDRA**, Université Paul Valéry, Montpellier III, **Dr. Aminata NDIAYE**, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, **Pr. Emérite Etienne Van HECKE**, Division of Geography KULeuven, België, **Dr. Eric LEONARD**, socio-économiste, UMR-GRED, Montpellier ; **Bernard Moizo**, Directeur de Recherche UMR-GRED, Montpellier, **Jean-Pierre CHAUVEAU**, Directeur de recherche émérite à l' UMR-GRED, Montpellier ; **Dr. Stéphanie DEFOSSEZ**, Géographe UMR-GRED Montpellier, **Dr. Paul NDIAYE** Université Cheikh Anta Diop Dakar, **Dr. Pape SAKHO**, Université Cheikh Anta DIOP de Dakar, **Dr. Ndiacé DIOP**, Université Cheikh Anta DIOP de Dakar, **Edmond SOUGUE**, Economiste-Aménagiste, Toulouse, **Dr Christophe EVRARD**, Université Paul Valéry Montpellier III, **Denis PESCHE**, CIRAD ARENA, Montpellier, **Pr. Betty WAMPFLER**. IRC / Supagro Montpellier, **Dr. Tony REY**, Université Paul Valéry Montpellier III, **Ibrahima THIOYE**, Administrateur Civil, Sénégal.

ADMINISTRATION :

GERAD Sicap Sacré Cœur 3 villa 9231 BP 16473 Dakar-Fann, Tél (221) 33 869 37 93
Fax : (221) 33 827 94 99- email : ceta@geradsn.org ou gerad@orange.sn
Site web : www.territoires-dafrique.org

CONCEPTION / INFOGRAPHIE & MISE EN PAGE :

Bineta Dia TOURE, Dakar
Contact : bineta@geradsn.org

DIRECTRICE DE LA COMMUNICATION :

Stéphanie DEFOSSEZ, Montpellier
Contact : stephanie.defossez@univ-montp3.fr

COMITE DE LECTURE :

Etienne PAKA, Université Marien Ngouabi (Congo), **Blaise NGUENDO-YONGSI**, Université de Yaoundé II (Cameroun), **Florence FOURNET**, Institut de Recherche pour le Développement (France), **Pr Labii BELKACEM**, Université de Constantine III (Algérie), **Didier BOMPANGUE**, Université de Kinshasa (République Démocratique du Congo), **Christophe EVRARD**, Université Paul Valéry Montpellier 3 (France), **Pascal HANDSCHUMACHER**, Institut pour la Recherche et le Développement, Université de Strasbourg (France).

***Amadou Diop**, Professeur titulaire en géographie de l'aménagement, enseigne à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Il effectue des missions d'enseignement à l'Université Paul Valéry de Montpellier III où il est membre du laboratoire UMR GRED (Gouvernance, Risque, Environnement, Développement). Praticien du développement territorial, il est à ce titre coordonnateur du GERAD et membre du conseil d'administration de l'ONG SOS FAIM Belgique.*

***John O. Igué**, Professeur de géographie est auteur de plusieurs ouvrages sur l'Afrique. Il est actuellement Directeur scientifique du Laboratoire d'Analyse Régionale et d'Expertise Sociale (LARES) à Cotonou au Bénin.*

Numéro 11

**ESPACES TRANSFRONTALIERS,
MOBILITES ET POLITIQUES
PUBLIQUES**

DE L'ENCADREMENT DES MOBILITES TRANSFRONTALIERES AU SAHEL : LA CARTE, LA BANQUE ET LES ELEVEURS

Jean-Daniel CESARO⁷, Ibra TOURE⁸ et Issa GARBA⁹

Résumé :

C'est l'histoire d'une carte sur les mobilités pastorales au Sahel, passée dans les mains d'une banque, qui est devenue un élément de justification d'un programme d'encadrement des transhumances en Afrique de l'Ouest. La transhumance a toujours été difficile à représenter car elle varie dans le temps et l'espace en fonction des aléas climatiques, de la disponibilité des ressources fourragères et hydriques. Pourtant, représenter ces grands mouvements d'hommes et d'animaux est un enjeu de connaissance et de pouvoir surtout dans un contexte général de tension où les éleveurs sont impliqués de près ou de loin.

Summary :

This is the story of a map of pastoral mobilities in the Sahel which, passed into the hands of a bank, has become a justification for a transhumance supervision program in West Africa. Transhumance has always been difficult to represent because it varies in time and space depending on climatic hazards, the availability of forage and water resources. However, to represent these great movements of men and animals is an issue of knowledge and power especially in a general context of conflicts where breeders are involved from near and far.

Mots clés :

Mobilités pastorales, frontières, transhumance, Sahel

Introduction

C'est l'histoire d'une carte, passée dans les mains d'une banque, qui est devenue bien plus réelle qu'elle ne l'était peut-être au départ. Nous sommes à Ouagadougou en janvier 2012, quelques jours avant le début du conflit au Mali. Une petite équipe de chercheurs du CIRAD et de l'Agrhymet/CILSS se réunit dans la capitale burkinabè pour finaliser un projet d'atlas sur les systèmes pastoraux au Sahel. En passant en revue les chapitres, l'équipe se rend compte qu'il lui manque une vue globale de la question des transhumances et du convoyage animal à l'échelle de la bande sahéenne. En effet, chaque pays a sa carte des transhumances mais personne n'a publié de carte générale. Les couloirs de commercialisation du bétail sont pourtant à peu près connus à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest comme les routes de migrations transsahariennes vers le Maghreb. Pourquoi ne pas combiner toutes ces informations dans une seule carte de flux à l'échelle du Sahel ? Après quelques tentatives, une carte est finalisée représentant l'ensemble des mobilités pastorales saisonnières nationales et transfrontalières avec les couloirs de commercialisation Nord-Sud. Fin de l'année 2012, l'atlas SIPSA est publié et diffusé parmi la communauté scientifique (Touré et al. 2012).

Au début 2013, à Washington, l'IFPRI, ayant eu connaissance du document, commande à l'équipe une traduction anglaise de l'atlas. Rapidement, la Banque Mondiale, dans le cadre de l'élaboration d'un rapport régional *Confronting drought in Africa's drylands : opportunities for enhancing resilience* (Cervigni R. & Morris M. ed 2016), demande au premier auteur de présenter ses recherches. La France est désormais en guerre au Mali. Les attaques en Mauritanie, au Niger et au Tchad font craindre un effet domino à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest. Pour la banque, la sécurisation du Sahel passe par l'en-

⁷ UMR SELMET, CIRAD, Saint-Louis (Sénégal)

⁸ UMR SELMET, CIRAD, Montpellier (France)

⁹ AGRHYMET, CILSS, Niamey (Niger)

cadrement des mobilités pastorales notamment transfrontalières. L'atlas répond à un besoin de connaissance et donne une légitimité scientifique à une politique d'appui aux systèmes pastoraux sahéliens. Par contre, il faut agir vite. Le 29 octobre 2013, six pays (Burkina, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) de la bande sahélienne se réunissent pour signer la Déclaration de Nouakchott sur le pastoralisme dont la devise est « Mobilisons ensemble un effort ambitieux pour un pastoralisme sans frontières ». La Banque Mondiale prête aux Etats 248 millions de \$ dans le cadre du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel, coordonnée par le CILSS sous le leadership politique de la CEDEAO et de l'UEMOA, sur le développement d'infrastructures pour sécuriser les systèmes pastoraux. C'est le début du plaidoyer pour la mobilité transfrontalière et régionale.

La carte des mobilités pastorales au Sahel est alors reprise dans différents articles et rapports pour justifier l'enjeu des mobilités transfrontalières sahéliennes à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest. Ce faisant, des nouvelles versions apparaissent avec à chaque fois des sens politiques différents. Etant à l'origine la carte originale, il nous paraît intéressant de revenir sur cette représentation, de présenter son fondement scientifique et d'analyser ses utilisations politiques afin de comprendre le gap entre la décision politique et le besoin réel de connaissance.

1. COMMENTER LA CARTE : UNE TYPOLOGIE DES MOBILITES A L'ECHELLE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Pour comprendre les rouages d'une carte, il faut d'abord décrire ce qu'elle représente et comment, dès le départ, elle classe le monde entre ce qui est dedans et dehors, majeur et mineur, blanc et plein. La carte est alors un outil au service d'un imaginaire qui tend à se rapprocher du réel.

1.1. La première carte de synthèse à l'échelle sahélienne

En 2012, la FAO et le CIRAD ont publié l'Atlas des évolutions des systèmes pastoraux au Sahel (1970-2012). Dans le chapitre sur l'évolution des transhumances, les auteurs présentent une carte inédite : la synthèse des mouvements récents nationaux et transfrontaliers et des circuits commerciaux du bétail à l'échelle du Sahel ouest-et centre africain. Cette carte (n°1) représente d'abord un périmètre géographique : les Etats sahéliens du CILSS impliqués dans la mise en œuvre du Système d'information sur le pastoralisme au Sahel (SIPSA). Elle montre ensuite des flèches qui représentent des flux d'Hommes et d'animaux que l'on qualifiera ici de mobilités pastorales au sens large et de commercialisation du bétail. On y a placé les aires protégées en vert puisque les pasteurs y trouvent parfois temporairement refuge.

Cette carte représente quatre type de flux : Les transhumances nationales en noire, les transhumances transfrontalières en violet avec les principaux points de passage, les circuits de commercialisation en jaune trait plein et enfin les caravanes en jaune trait pointillé. Cette carte est une synthèse des mobilités pastorales, nationales ou transfrontalières, et des déplacements commerciaux des bestiaux au Sahel. Elle montre les relations et des complémentarités entre des espaces d'hivernage et des zones de saison sèche et parfois la nécessité de mouvements aux frontières des pays sahéliens. La carte dessine l'espace CILSS comme une zone de transition voire de carrefour entre de pays côtiers, ayant des besoins alimentaires, et des espaces saharo-sahéliens, en prise avec des tensions sécuritaires.

Aujourd'hui, la littérature scientifique a développé un intérêt certain sur la transhumance transfrontalière.

1.3. Intégrer les flux économiques pour une géopolitique alimentaire et sécuritaire de la mobilité animale

Beaucoup nous ont reproché d'avoir accolé les couloirs de commercialisation aux transhumances, créant, selon eux, une confusion entre deux logiques déliées. Cependant, convoiement et transhumance sont parfois liés et d'autre part ne pas évoquer la dimension commerciale de l'activité pastorale revient à soutenir la thèse de l'éleveur contemplateur encore tenace. La contribution économique de l'élevage pastoral existe à l'échelle du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest qu'il s'agissait de caractériser. Au tournant des années 2000, l'Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement (IRAM) s'intéresse aux circuits de commercialisation du bétail entre le Sahel et les pays côtiers principalement en Afrique de l'Ouest mais aussi centrale. L'IRAM en produit une première carte des couloirs de commercialisation (Guibert et al., 2009), reprise et modifiée dans l'atlas de l'élevage au Sénégal (Cesaro et al., 2010), et qui a elle aussi une vie scientifique dans d'autres publications sur le commerce du bétail (Corniaux, 2014).

Par contre, aucune remarque n'a été formulée sur la mention « caravanes » dans la légende tellement elle colle à l'imaginaire collectif du nomadisme et du pastoralisme. Pourtant, cette mobilité est certainement la plus discutée car il y a bien longtemps que les routes des chameliers et des nomades se sont estompées au profit d'autres flux d'hommes et de biens, du Sahel vers la Libye, l'Algérie et la Tunisie (Brachet, 2004). Pourquoi alors l'avoir évoqué ? Cette notion de caravane souhaite inscrire la mobilité pastorale dans un contexte géopolitique plus large avec notamment les mouvements Touaregs au Niger (2006) puis la guerre en Libye (2011) sans parler de la guerre imminente au Mali en 2012. La vocation pastorale de l'espace sahélo-saharien est certes devenue secondaire mais a dessiné des pistes d'une nouvelle réalité socio-économique à travers cette région. Il était difficile de ne pas évoquer cette question des flux et d'échanges entre le pastoralisme sahélien et l'espace saharien.

Cette carte n'est pas exhaustive, bien qu'elle cherche à l'être, encore moins exacte. Elle veut surtout promouvoir une vision synthétique, donc partielle, de la situation locale et régionale des mobilités pastorales au Sahel. Malgré cette imprécision, inhérente au polymorphisme pastoral, elle se fonde bien sur près de 70 ans de données cartographiques sur les mobilités pastorales au Sahel.

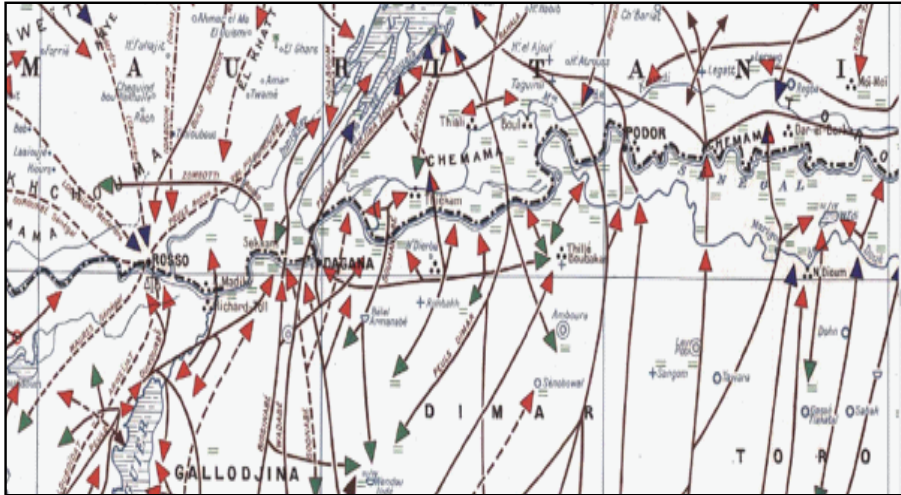
2. DECONSTRUIRE LA CARTE : L'HISTORIQUE DES DONNEES SUR LE PASTORALISME EN AFRIQUE DE L'OUEST

Quel cartographe n'a pas un jour été intéressé par les sociétés nomades ? Elles repoussent les limites des représentations cartésiennes. Dessiner les chemins des éleveurs n'est pas une tâche dénuée d'histoire et de politique. Cette activité s'inscrit d'abord dans un héritage de contrôle du territoire coloniale puis s'est développé au grès de la recherche universitaire ouest-africaine initiée par différents projets de coopération

1.4. Les premières cartographies du pastoralisme à la fin de la période coloniale

En 1945, François Bonnet-Dupeyron, géographe accueilli à l'ORSTOM, a publié les premières cartes de la répartition des bovins et des ovins à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest (Bonnet-Dupeyron, 1945). Suite à une enquête de terrain de deux ans, il dresse en 1950 la carte du nomadisme de la moyenne Mauritanie (1 : 2000000), celle des mouvements saisonniers de la basse et moyenne Mauritanie (1 : 5000000) et des voies de commercialisations avec les aménagements pastoraux (parcs de transit, les puits, les mares et les marchés). Ces cartes mettent déjà l'accent sur les mobilités entre le Sénégal et la Mauritanie (carte n°2) (Bonnet-Dupeyron, 1951). Elles détaillent pour chaque localité les flux dominants et l'ethnie des populations. Mais l'auteur reconnaît lui-même que cette précision peut être trompeuse : « La représentation linéaire des mouvements pastoraux était la seule qui fût lisible, mais elle pêche évidemment par un excès de précision [...] il est, en effet, impossible de tenir compte des nombreux parcours aberrants; pendant les pluies et, la première moitié de l'hiver, la dispersion des troupeaux est très grande et varie selon la répartition des pluies et, par conséquent, celle des pâturages. » (Bonnet-Dupeyron, 1951).

Carte 2 : Extrait de Déplacement saisonnier des éleveurs entre le Sénégal et la Mauritanie (Bonnet-Dupeyron, 1951)



1.5. Les grands inventaires pastoraux d'Afrique de l'Ouest post-indépendance

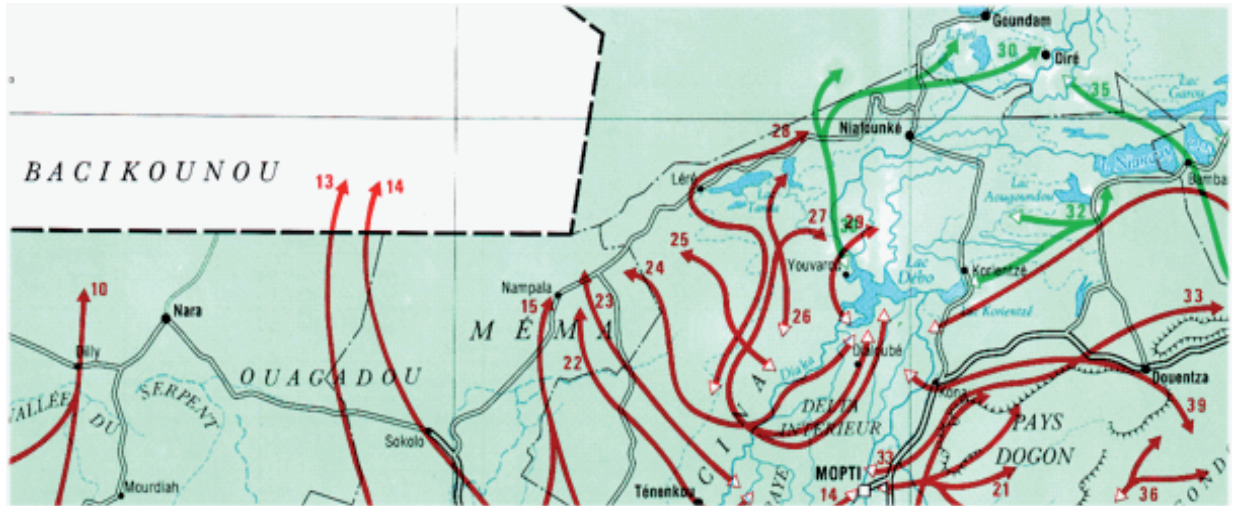
Après les indépendances, les recherches sur le pastoralisme se poursuivent. La situation de l'élevage pastoral se détériore avec les deux grandes sécheresses de 1973-1974 et 1984-1985. Des mouvements d'urgence remplacent les mobilités traditionnelles. On comprend que le pastoralisme peut adopter rapidement des stratégies adaptatives et modifier l'ordre séculaire des mouvements saisonniers. Face à la baisse des pluviosités depuis le début des années 1970, les axes de transhumance s'allongent et se recomposent aux échelles nationales et régionale. Toutes les transhumances au sud des pays ont un caractère transfrontalier mais cette mobilité régionale ne pose pas plus de problème.

Grenier (1957) et Gomez (1979) réactualisent les déplacements de saison sèche des Peuls dans le Ferlo septentrional avant les forages. En 1977, le Sénégal se dote d'un Atlas national, préfacé par Léopold Sédar Senghor, préparé par l'ORSTOM, l'IFAN, le CNRS et imprimé par l'IGN. Christian Santoir, géographe à l'ORSTOM, se charge de réactualiser les cartes de Bonnet-Dupeyron sur la base de ses propres recherches qu'il mène au Sénégal depuis 1972 et propose une nouvelle carte des filières de

commercialisation du bétail (Santoir, 1977). Toutes ces nouvelles cartes empruntent au travail cartographique de Bonnet-Dupeyron. Sur la base d'enquêtes, elles tentent de donner la nouvelle géographie des transhumances suite à grandes sécheresses.

Depuis les années 1960, l'IEMVT (Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire des Pays tropicaux) avait réalisé des grands inventaires pastoraux d'Afrique de l'Ouest (IEMVT, 1991). L'institut dispose d'une grande quantité d'information sur la mobilité pastorale avant, pendant et après les grandes sécheresses. Pour capitaliser cette connaissance, l'Institut publie des atlas des potentialités pastorales pour le Burkina-Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad, sur l'élevage entre 1985 et 1990. Une compilation des différentes planches a été réalisée, sous la coordination de Lamarque G., De Zborowski I. et Forgiarini G., dans l'Atlas de l'IEMVT/CTA en 1991. Les nouvelles transhumances sont dressées et réactualisées pour le Tchad, le Niger, la Mauritanie et le Mali (carte n°3) mais pas pour le Sénégal et le Burkina-Faso. En 1993, l'IEMVT fusionne avec le CIRAD pour devenir CIRAD-EMVT. Ce travail cartographique a été numérisé et devra à l'avenir être diffusé librement.

Carte 3 : Extrait de la carte des transhumances au Mali et vers la Mauritanie (IEMVT, 1991)



1.6. Le système d'information pour le pastoralisme au Sahel

A partir de 2001 le CIRAD, le CSE, l'ISRA, et l'UCAD créent un collectif de recherche et d'enseignement en partenariat dénommé Pôle Pastoral Zones Sèches (PPZS). Le programme FAO/LEAD a financé la conception d'un Système d'information pour le pastoralisme et l'environnement au Sahel (SIPES) à partir de 2002 qui utilise au départ les fonds cartographiques de l'IEMVT en plus de toute l'ingénierie en télédétection et cartographie des pâturages. Le SIPES devenu SIPSA s'intéresse à la fois aux paramètres biophysiques des milieux pastoraux qu'aux indicateurs humains comme la mobilité pastorale.

Une équipe pluridisciplinaire de vétérinaires pastoraux, d'écologues, de géographes, de socio-économistes, et de modélisateurs, se lance alors dans la quête de comprendre et cartographier les nouvelles transhumances liées aux grandes transformations des systèmes pastoraux (Diop A.T et al., 2003). La thématique transfrontalière n'est clairement pas identifiée comme stratégique. Elle est au contraire intégrée comme un élément parmi un ensemble de mobilités. Le SIPSA sert de cadre de réflexion méthodologique pour de nombreux systèmes d'information entre lien avec les Systèmes d'alerte précoce, les SIM Bétail et l'Agrhymet (Ickowicz et al., 2014). Ce travail a donné lieu en 2012 à la publication de l'Atlas des évolutions des systèmes pastoraux au Sahel (1970-2012).

3. L'ENCADREMENT DES TRANSHUMANCES TRANSFRONTALIÈRES : LA MISE EN POLITIQUE DE LA CARTE

La thématique des transhumances transfrontalières devient un enjeu régional au tournant des années 2000 notamment avec la mise en place du Certificat international de transhumance en 1998 par la CE-DEAO. Il tente d'impulser un premier encadrement légal de ces transhumances spécifiques. Les éleveurs se déplacent toujours plus au sud alors que l'agriculture se diffuse toujours plus au nord. Ce double effet entraîne une multiplication des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Ce n'est qu'avec la multiplication de conflits politiques, fondée en partie sur des tensions locales entre éleveurs et agriculteurs que l'enjeu transfrontalier s'est imposé en 2010 dans l'agenda des organisations régionales (Bonnet 2013), (Maman Moutari et Giraut, 2014), (Corniaux et al. 2016).

1.7. Les programmes de développement sur la transhumance transfrontière

Le programme européen W-Ecopas, initié en 2001, est certainement l'un des premiers projets à s'intéresser à la transhumance transfrontalière autour du parc W, à la frontière entre le Niger, le Burkina-Faso et le Bénin. Le Bénin venait d'interdire unilatéralement la transhumance des éleveurs venus des pays voisins allant à l'encontre de la décision A/Dec.5/10/98 relative à la réglementation de la transhumance entre les Etats membres de la CE-

DEAO. Le projet a mis en place une plateforme de négociation entre les éleveurs, l'administration transfrontière du Parc W et les autorités béninoises (Convers et al., 2007). Des axes officiels de transhumance ont été aménagés. Cette première initiative a démontré qu'il était possible de négocier autour de la mobilité pastorale transfrontalière. Cependant, les tensions aux frontières entre les pays Sahéliens et les pays côtiers se sont accrues au cours des années 2000.

Entre 2013 et 2015, la Banque Mondiale initie et lance avec le CILSS le projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS) de 248 millions de dollars sur 6 ans avec pour objectif de développement d'« améliorer l'accès à des moyens et services de production essentiels et aux marchés pour les pasteurs et agropasteurs dans des zones transfrontalières sélectionnées et le long des axes de transhumance dans les six pays Sahéliens, et améliorer la capacité de ces pays à répondre à temps et

de façon efficace en cas de crises pastorales ou d'urgences » dans 6 pays d'Afrique de l'ouest et centrale (Mauritanie, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad). Dans les faits, le PRAPS se concentre en priorité sur la bande sahélienne ouest-africaine autour des cinq composantes : 1-Amélioration de la santé animale, 2-Amélioration de la gestion des ressources naturelles, 3-Facilitation de l'accès aux marchés, 4-Gestion des crises pastorales, 5-Gestion du projet et appui institutionnel. Pour améliorer la mobilité pastorale, notamment transfrontalière, le projet va investir sur le développement d'infrastructures dédiées comme les couloirs de transhumance et de commercialisation du bétail, les marchés à bétail frontaliers et des aménagements hydrauliques planifiées entre la Mauritanie, le Mali et le Sénégal puis le Mali, le Niger et le Burkina et enfin la frontière Niger-Tchad. C'est autour de ces deux derniers ensembles frontaliers que la majorité des tensions terroristes se concentre en Afrique de l'ouest (carte n°4).

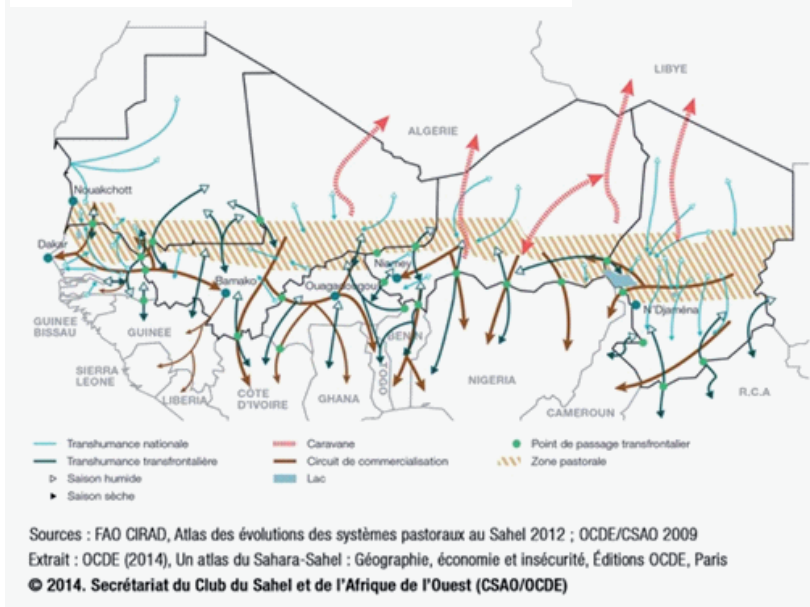
Carte 4 : Carte de zone d'intervention ciblée du PRAPS



C'est sur le même fond de carte que le Club du Sahel dans la publication de l'atlas du Sahara-Sahel (OECD et Club du Sahel, 2014) illustre les zones de confins isolés à forts enjeux sécuritaires que le système d'élevage pastoral par leur mobilité contribuait valoriser (carte n°5). La reproduction de la carte des transhumance et nomadisme dans les pays sahéliens met en avant les caravanes, en rouge, et les mobilités trans-

frontières par rapport à la mobilité nationale. Les auteurs mettent par ailleurs l'accent sur les mutations du nomadisme (Maure, Touareg, Toubou ...), des transhumants (Peuls) et les tensions que cela génère au contact des zones agricoles et dans la gestion étatique. La carte au final est beaucoup plus centré sur le nord-est de la bande sahélienne.

TRANSHUMANCE ET NOMADISME DANS LES PAYS SAHELIENS



Ce centrage sur la bande sahélo-saharienne occulte en réalité toutes les activités régionales du dialogue transfrontalier soutenues par le PRAPS. En effet, lors de sa création, le PRAPS a identifié trois niveaux de concentrations : le niveau local avec les pays bénéficiaires du PRAPS (communautés le long des frontières par exemple), le niveau régional avec les conventions multilatérales existantes, comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et enfin les cadres de concertations à créer avec des pays hors du PRAPS afin d'encadrer les transhumances entre les zones de départ, de transit et d'accueil. L'animation de ce dialogue politique a été confiée aux organisations faitières régionales comme l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS) et le Réseau Billital Maroobé (RMB) sur trois sous-espaces transfrontaliers : Mauritanie-Sénégal-Mali ; Niger-Tchad-Cameroun-Nigeria et Niger-Burkina Faso-Bénin-Togo.

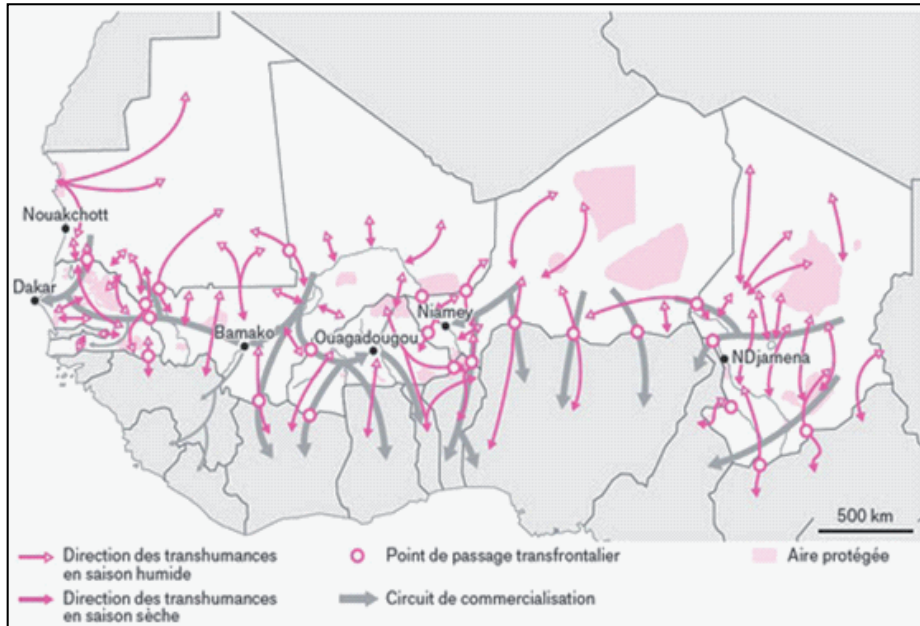
En 2014, le gouvernement britannique a initié un projet sur la mobilité pastorale transfrontalière en 2014 dans le cadre du programme BRACED (Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters). La première phase du projet s'est concentrée sur la frontière Mali-Mauritanie-Sénégal en partant de la même carte de synthèse pour le ciblage de ses zones d'intervention. Le projet avait

pour but de sécuriser les axes de transhumance transfrontalière stratégiques, renforcer les moyens d'existence des éleveurs et de donner une vision stratégique aux organisations régionales quant à la gestion des mobilités transfrontalières.

1.8. Encadrement de la transhumance et commerce du bétail régional

Très vite, la question transfrontalière entre les pays sahélo-sahariens et côtiers devient complexe entre termes économique et sociale. C'est notamment pour cela que Jean-Bernard Véron reproduit la carte des mobilités dans son introduction aux dynamiques du pastoralisme au Sahel (Véron, 2014). Celle-ci met l'accent sur la mobilité. La notion de frontière étant un construit étatique, les logiques pastorales ne peuvent être individualisées à leur caractère national ou transfrontalier (carte n°6). Cette carte démontre comment des logiques locales de mobilité pastorale perturbe les logiques d'Etat. Cependant, cette carte déconnecte le sahel de son espace saharien pour l'intégrer dans un espace politique régionale d'Afrique de l'Ouest et Centrale.

Carte 6 : Des mobilités pastorales et du commerce avec un centrage cartographique sur la transition sahel-pays côtier en Afrique de l'Ouest



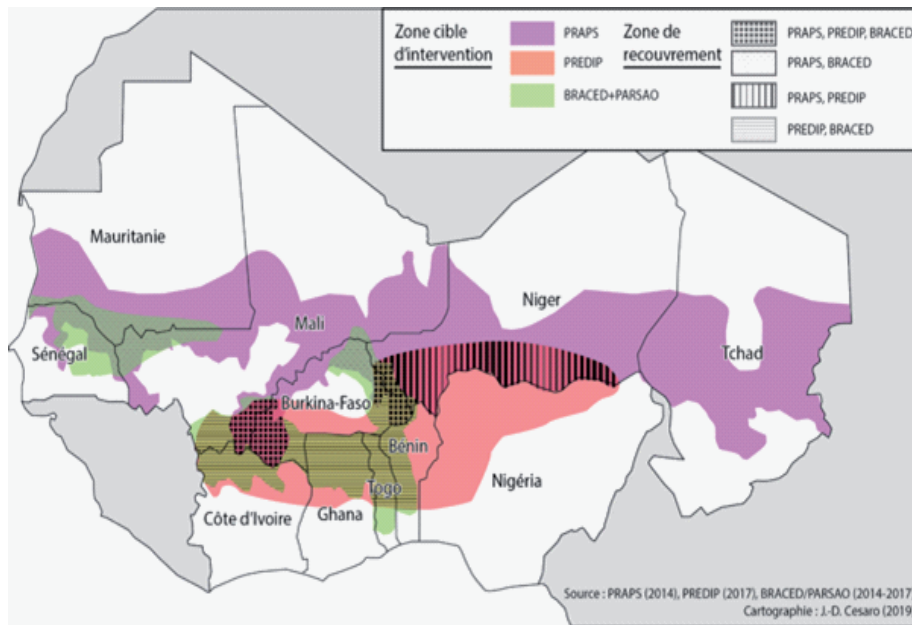
Pour combler le manque de programme de développement aux frontières entre les pays du Sahel et des pays côtiers, une deuxième phase du projet BRACED est couplée avec le programme d'appui à la résilience des systèmes agropastoraux en Afrique de l'Ouest (PRASAO). Le périmètre de projet s'est étendue le long de la frontière entre le Mali, le Burkina, le Niger d'un côté et la Côte-D'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin d'autre part. Le portage de ce dialogue a été co-animé avec la composante région du PRAPS/CILSS pour une meilleure mutualisation du plaidoyer politique à l'échelle interétatique.

En 2016, des négociations entre différents acteurs PRAPS, IRAM, CEDEAO, CILSS s'engagent sur la mise en place du projet Programme régional d'investissement en faveur de l'élevage dans les pays côtiers (PRIDEC) mais le programme ne trouve pas de financement complet. En 2017, l'Union Européenne a décidé de financer le PREDIP (Projet régional de dialogue et d'investissement pour le pastoralisme et la transhumance au Sahel et dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest). La zone principale d'intervention se concentre sur les frontières centrales entre la Côte d'Ivoire, le Mali, le Burkina, le Ghana, le Togo, le Bénin, le Niger et le Nigeria. Ce projet doit faciliter la transhumance transfrontalière « apaisée », sécuriser la mobilité des troupeaux et maîtriser les maladies. Ce projet est née d'un plaidoyer assez ancien en faveur du

convoiyage et de l'intégration régionale entre les pays fournisseurs de bétail et les pays consommateurs. En 2018, l'AFD commande à l'IRAM un rapport sur l'élevage et le pastoralisme intégrés et sécurisés en Afrique de l'Ouest (PEPISAO). Celui-ci pointe les différents projets existants sur les différentes frontières sensibles. Ce projet signé en avril 2018, financé par l'AFD coordonné par le CILSS à l'échelle de la CEDEAO n'a pas de périmètre géographique stricte puisqu'il s'agit là plus d'une ingénierie sociale de gouvernance interétatique.

La transhumance et le commerce du bétail aux frontières est devenu en moins d'une décennie un objet d'encadrement politique, administratif et de développement. Il est intéressant de noter la dispersion des bailleurs cherchant à couvrir l'espace de transit du pastoralisme mais aussi les zones de recouvrement des zones d'intervention (carte n°7). Il serait intéressant de superposer sur cette carte la dernière mise à jour de la carte de « conseils aux voyageurs » du Ministère des affaires étrangères français. On y verrait peut-être que certaines zones de triangulation entre pays sahétiens et côtiers sont aux cœurs de la relation entre l'élevage pastoral et les enjeux sécuritaires. Mais cette comparaison mettrait aussi en lumière des zones vides d'intervention où la question du développement n'est pour le moment pas la priorité malgré une présence certaine de l'activité pastorale.

Carte 7 : Zone d'intervention et de recouvrement entre les principaux programmes et projets sur le pastoralisme au Sahel et en Afrique de l'Ouest



Conclusion

A partir d'une ambition cartographique de synthèse de données géographiques, nous avons débouché sur différents programmes de développement dont la vocation est de pacifier les tensions potentiellement existantes liées au pastoralisme dans un contexte régional de conflits et de terrorisme. Le cartographe ne devrait plus s'étonner du pouvoir des cartes tant il use lui-même de procédés de narration sémiotique. Cependant, il n'est pas maître de la vocation politique de l'œuvre et de ses différentes reproductions à des fins politiques. Cet article a voulu mettre en lumière les différentes variations autour de la cartographie de la mobilité pastorale au Sahel mais avec des objectifs économiques, sociales ou sécuritaires distincts. Au vue de l'effet qu'a la carte sur les politiques, il était important de montrer sur quoi se fondait le discours cartographique : une connaissance assez ancienne au final, qu'il s'agirait de mettre à jour avec les nouvelles technologies dont la société moderne dispose. Ce besoin de mise à jour des connaissances liées à la mobilité pastorale qu'elle soit nationale ou transfrontalière, a déjà fait l'objet d'un autre plaidoyer.

Bibliographie

- Bonnet Bernard, 2013. "Vulnérabilité pastorale et politiques publiques de sécurisation de la mobilité pastorale au Sahel." *Mondes en développement* n° 164 (4), 71–91.
- Bonnet-Dupeyron François, 1945. "L'élevage en Afrique Occidentale et Centrale." *Bulletin de l'Association de Géographes Français* 22 (169), 40–50. <https://doi.org/10.3406/bagf.1945.7186>.
- Bonnet-Dupeyron François, 1951. *Cartes de l'élevage pour le Sénégal et la Mauritanie. Notice Explicative 2*. Paris : ORSTOM. <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:11815>.
- Brachet Julien, 2004, *Le négoce caravanier au Sahara central : histoire, évolution des pratiques et enjeux chez les Touaregs Kel Air (Niger)*. *Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux*, 57(226-227), pp. 117-136.
- Cesaro, Jean Daniel, Magrin Gérard & Ninot Olivier, 2010, *Atlas de l'élevage au Sénégal: commerces et territoires*, CNRS, Paris 1 Panthéon Sorbonne, CIRAD, 32 p.

- Convers Arnaud, Chaibou Issa, Binot Aurélie & Duliou Dominique, 2007. "La gestion de la transhumance dans la zone d'influence du parc régional du W par le programme Ecopas. une « approche projet » pour l'aménagement de la périphérie du parc." *Vertigo* - la revue électronique en sciences de l'environnement, no. Hors-série 4 (November). <https://doi.org/10.4000/vertigo.761>.
- Corniaux Christian, 2014, "Le commerce du bétail sahélien. Une filière archaïque ou la garantie d'un avenir prometteur ?" *Afrique contemporaine* n° 249 (1), pp. 93–95.
- Corniaux Christian, Ancy Véronique, Touré Ibra, Camara Astou Diao & Cesaro Jean-Daniel, 2016, "La mobilité pastorale, un enjeu Sahélien devenu sous-régional." *Book_section*. Une nouvelle ruralité émergente : Regards croisés sur les transformations rurales africaines. 2016. <http://www.cirad.fr/publications-ressources/edition/etudes-et-documents/atlas-une-nouvelle-ruralite-emergente-en-afrique-2e-edition>
- De Haan C et al, 2016. In : Cervigni Raffaello (ed), Morris Michael (ed). *Confronting drought in Africa's drylands: opportunities for enhancing resilience*. Washington : World Bank, AFD, pp. 47-70.
- Diop Amadou Tamsir et al, 2012, *Atlas des évolutions des systèmes pastoraux au Sahel: 1970-2012*, Rome, FAO, pp. 10-11.
- Gomez OS., 1979, « Contribution à l'étude de la transhumance au Sénégal : ses conséquences sur l'exploitation du cheptel et sur le développement économique et social des populations pastorales ». Thèse : Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires de Dakar, 130 p.
- Grenier P., 1957, *Rapport de mission dans la région du Ferlo*, Service de l'hydraulique de l'AOF, Dakar, 157p.
- Guiber B., Banzhaf M., Soule B. G. ; Balami D. H. ; Ide G, 2009, *Etude régionale sur les contextes de la commercialisation du bétail*, rapport d'expertise, IRAM/SNV,
- Ickowicz, A., I. Garba, B. Toutain, J.-D. Cesaro, P. Gerber, and I. Touré, 2014. "Plaidoyer pour un système d'information sur le pastoralisme au Sahel." *Afrique contemporaine* n° 249 (1), pp. 90–92.
- Maman Moutari Elhadji et Giraut Frédéric, 2014, "Le corridor de transhumance au Sahel : un archétype de territoire multisitué ?" *L'Espace géographique* Tome 42 (4), pp. 306–23.
- OCDE/CSAO (2014), *Un atlas du Sahara-Sahel : Géographie, économie et insécurité*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264222335-fr>.
- Touré, I., A. Ickowicz, A. Wane, I. Garba, and P. Gerber. 2012. "Atlas Des Évolutions Des Systèmes Pastoraux Au Sahel." <http://agris.fao.org/agris-search/search.do?recordID=FR2013100408>.
- Véron, Jean-Bernard. 2014, "Les dynamiques du pastoralisme au Sahel." *Afrique contemporaine* n° 249 (1), pp. 11–19.